

# Informations Rapides

24 décembre 2013 - n° 300

Principaux indicateurs

## ■ Dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques – 3<sup>e</sup> trimestre 2013

### À la fin du troisième trimestre 2013, la dette publique s'établit à 1900,8 milliards d'euros

**Avertissement :** la dette trimestrielle étant fondée sur des sources comptables moins complètes que les comptes annuels, son profil demeure révisable pendant plusieurs trimestres.

La seule observation de l'évolution de la dette en cours d'année ne permet pas de déduire celle du déficit public. Pour passer de la variation de la dette brute au sens de Maastricht au déficit, il faut tenir compte de la variation des actifs financiers et de celle des autres comptes financiers à payer et à recevoir.

#### La dette publique diminue de 11,4 milliards d'euros par rapport au trimestre précédent...

À la fin du troisième trimestre 2013, la dette publique de Maastricht s'établit à 1900,8 Md€, en diminution de 11,4 Md€ par rapport au trimestre précédent. Exprimée en pourcentage du PIB elle se situe à 92,7 %, perdant ainsi 0,8 point par rapport au deuxième trimestre 2013. À l'inverse, la dette publique nette croît de 15,0 Md€.

#### ... du fait principalement d'une baisse de l'endettement de l'État

La contribution de l'État à la dette diminue de 9,3 Md€ au troisième trimestre. Cette baisse provient pour l'essentiel de sa dette négociable à long terme (-15,2 Md€), tandis que celle à court terme augmente (+5,6 Md€). Par ailleurs, 0,8 Md€ de prêts à long terme accordés aux pays de la zone euro par le FESF sont intégrés à la dette de l'État (voir encadré). Enfin, les dépôts des correspondants au Trésor sont en légère baisse (-0,4 Md€).

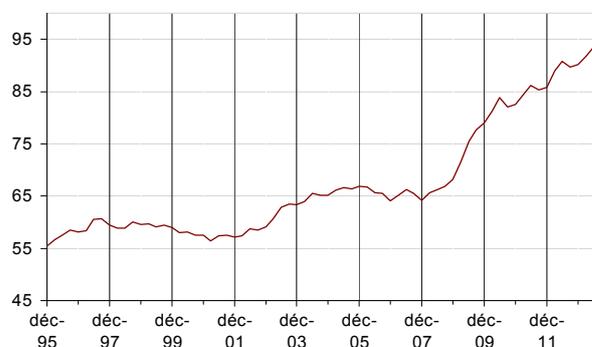
#### La dette des Odac et des administrations de sécurité sociale diminue également

Au troisième trimestre, la contribution des organismes divers d'administration centrale (Odac) baisse de 1,3 Md€ en lien avec le remboursement partiel de la dette du SAAD (Service annexe d'amortissement de la dette de la SNCF) par la Caisse de la dette publique (-1,1 Md€).

La contribution à la dette des administrations de sécurité sociale se réduit de 1,0 Md€. La Cades se désendette de 5,4 Md€ en remboursant 6,2 Md€ de titres long terme, tandis que le régime général s'endette pour 3,4 Md€, dont 3,0 Md€ pour l'Accoss. Enfin, l'Unedic émet 0,9 Md€ de titres négociables.

La dette des administrations publiques locales est stable (+0,2 Md€).

#### Dette au sens de Maastricht des administrations publiques en point de PIB (\*)



#### La dette de Maastricht des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur et par instrument

(en Mds€)

	2012T3	2012T4	2013T1	2013T2	2013T3
<b>Ensemble des adm. publiques</b>	<b>1818,0</b>	<b>1833,8</b>	<b>1870,3</b>	<b>1912,2</b>	<b>1900,8</b>
en point de PIB (*)	89,7%	90,2%	91,8%	93,5%	92,7%
dont, par sous-secteur, consolidée (*):					
État	1421,2	1439,9	1477,2	1519,0	1509,8
Organismes divers d'adm. Centrale	9,8	9,9	9,9	9,9	8,6
Administrations publiques locales	162,1	173,7	170,5	169,7	169,8
Administrations de sécurité sociale	224,9	210,3	212,7	213,6	212,6
dont, par instrument:					
Dépôts	32,3	37,7	37,0	35,9	35,6
Titres négociables	1556,5	1546,1	1587,4	1627,6	1615,2
court terme	214,1	191,6	202,7	201,6	209,5
long terme	1342,4	1354,4	1384,6	1426,0	1405,7
Crédits	229,1	250,0	245,9	248,7	250,1
court terme	8,7	8,1	8,6	6,7	8,4
long terme	220,4	242,0	237,3	241,9	241,7

Source : Comptes nationaux base 2005 - Insee, DGFIP, Banque de France

(\*) voir précisions dans l'encadré « Pour en savoir plus »

### La dette publique nette continue d'augmenter

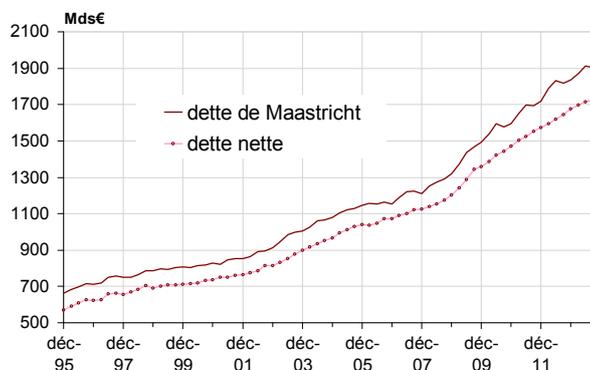
Au troisième trimestre 2013, la dette nette des administrations publiques s'élève à 1 730,2 Md€, soit 84,3 % du PIB (contre 83,8 % au trimestre précédent), en hausse de 15,0 Md€ sur le trimestre. L'écart de 26,4 Md€ entre cette progression de la dette nette et la diminution de 11,4 Md€ de la dette brute traduit principalement la forte contraction de la trésorerie de l'État (-28,6 Md€). En revanche, l'acquisition de titres par le FRR (+0,6 Md€) et le RSI (+0,3 Md€) joue dans le sens opposé, de même que les nouveaux prêts accordés par l'État (+1,1 Md€, dont 0,8 Md€ aux pays de la zone euro dans le cadre du FESF, voir encadré).

### La dette nette des APU en fin de trimestre et sa répartition par sous-secteur

(en Mds€)

	2012T3	2012T4	2013T1	2013T2	2013T3
<b>Ensemble des adm. publiques</b>	<b>1642,9</b>	<b>1675,1</b>	<b>1697,1</b>	<b>1715,2</b>	<b>1730,2</b>
dont :					
État	1330,9	1348,1	1371,0	1391,8	1410,0
Org. divers d'adm. centrale	-3,3	-2,9	-3,3	-3,5	-4,8
Adm. publiques locales	152,3	163,9	160,9	160,1	160,2
Adm. de sécurité sociale	163,0	166,1	168,4	166,8	164,8

### Dette au sens de Maastricht et dette nette



### La valeur des détentions en actions cotées et titres d'OPCVM augmente fortement

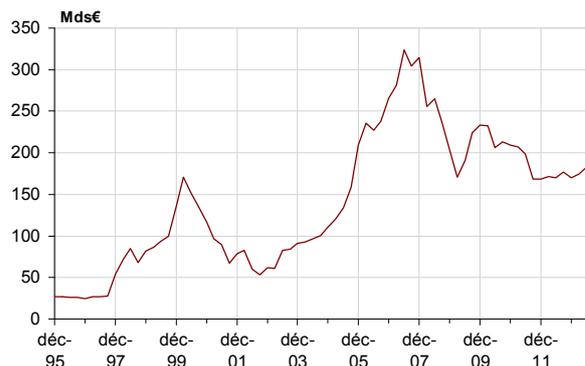
Au troisième trimestre 2013, la valeur des actions cotées et des titres d'OPCVM détenus par les administrations publiques s'accroît de 20,3 Md€ pour atteindre 202,3 Md€. Les détentions en actions cotées augmentent de 17,8 Md€, sous l'effet principalement de l'appréciation des titres détenus par l'État (+15,1 Md€). Quoique plus modérément, les détentions d'OPCVM croissent également (+2,5 Md€), en lien avec la hausse des marchés actions.

### Les actions cotées et les OPCVM détenus par les administrations publiques

(en Mds€)

	2012T3	2012T4	2013T1	2013T2	2013T3
<b>Ensemble des adm. publiques</b>	<b>176,8</b>	<b>170,1</b>	<b>175,0</b>	<b>182,0</b>	<b>202,3</b>
dont :					
État	52,7	47,9	49,8	56,7	71,8
Org. divers d'adm. centrale	24,5	26,1	26,9	27,0	30,0
Adm. publiques locales	0,7	0,6	0,6	0,6	0,6
Adm. de sécurité sociale	99,0	95,5	97,6	97,7	99,9

### Actions cotées et OPCVM détenus par les APU



**Remarque :** le Fonds Européen de Stabilité Financière (FESF) mis en place le 7 juin 2010 emprunte sur les marchés financiers pour prêter aux États de la zone euro en difficulté (Grèce, Irlande, Portugal). Ses émissions de titres reçoivent la garantie des autres membres de la zone, dont la France. À la suite de la décision d'Eurostat du 27 janvier 2011, toutes les opérations du FESF (dettes contractées et créances acquises) sont réintégrées dans les comptes publics des pays garants, au prorata de leurs engagements. Ce traitement laisse donc leurs dettes nettes inchangées. Au troisième trimestre 2013, la France s'est ainsi endettée de 0,6 Md€ pour la Grèce et 0,2 Md€ pour l'Irlande.

### Pour en savoir plus :

Au quatrième trimestre, le PIB utilisé pour exprimer la dette en point de PIB est le PIB annuel en données brutes. Cette mesure n'a pas de strict équivalent en cours d'année ; elle est approximée par le cumul du PIB trimestriel en données corrigées des variations saisonnières et des jours ouvrables (CVS-CJO) sur les quatre derniers trimestres connus.

Les données par sous-secteur institutionnel des administrations publiques qui figurent dans ce numéro d'Informations Rapides sont consolidées : sont exclus les passifs détenus par le même sous-secteur ainsi que ceux détenus par les autres sous-secteurs des administrations.

- Des données complémentaires (séries longues, pages internet associées...) sont disponibles sur la page HTML de cet indicateur : <http://www.insee.fr/fr/themes/info-rapide.asp?id=40>
- La note méthodologique sur la dette trimestrielle de Maastricht des administrations publiques est disponible sur : [http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind40/Dette\\_m.pdf](http://www.insee.fr/fr/indicateurs/ind40/Dette_m.pdf)
- Retrouvez les séries longues dans la BDM : [G423](#), [G885](#), [G886](#)
- Contact presse : [bureau-de-presse@insee.fr](mailto:bureau-de-presse@insee.fr)